

Regards sur le secteur de l'assurance au Luxembourg

À l'exception de 2020, marquée par la COVID-19, l'activité des assurances est en croissance continue au Luxembourg.

Si le pays est parvenu à développer un environnement favorable pour les activités de réassurance depuis les années 1980 et surtout pour l'assurance vie depuis les années 1990, les assurances non-vie ont quant à elles bénéficié pleinement des conséquences du Brexit. L'arrivée sur le sol luxembourgeois de 11 nouvelles compagnies au courant de l'année 2019 a participé à faire progresser les primes ainsi que la somme des bilans.

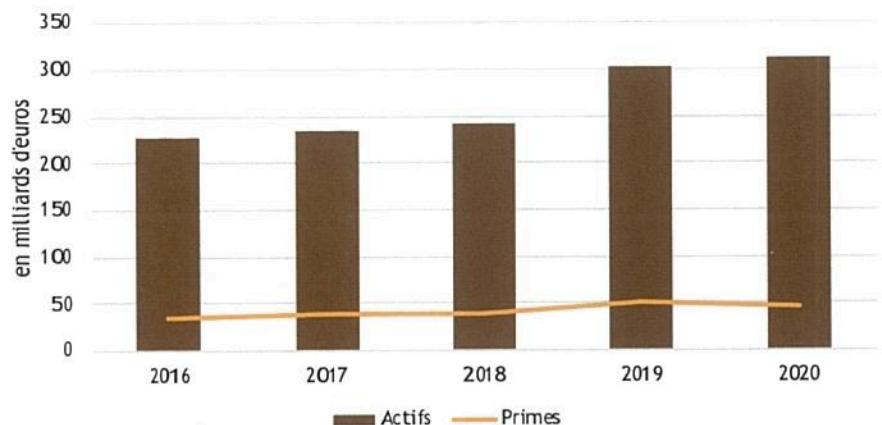
Le secteur de l'assurance luxembourgeois est caractérisé par une part importante d'activités frontalières. En effet, 93,4 % des primes totales encaissées provenaient de l'étranger en 2020. Si cette forte exposition à l'international est *a priori* un marqueur de l'attractivité du pays, elle peut aussi renforcer à bien des égards la vulnérabilité du secteur face à des décisions politiques et des risques économiques extérieurs.

Activité complémentaire dans la chaîne de valeur et avantages compétitifs du Grand-Duché

Les assurances s'inscrivent en cohérence avec les autres activités financières du Luxembourg. Elles interagissent également avec ces entités. Par exemple, une partie des actifs issus de la distribution frontalière des produits de l'assurance vie est investie dans des fonds d'investissement luxembourgeois (et aussi dans des titres de créance ainsi que des actions). Les portefeuilles d'actifs sont quant à eux déposés auprès d'une banque depositaire agréée par le Commissariat aux Assurances (CAA). Les assureurs profitent également de débouchés importants grâce aux banques privées.

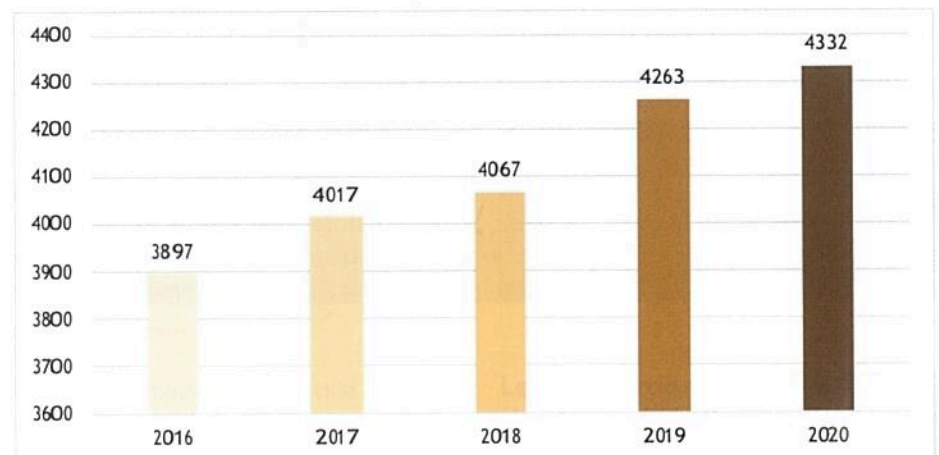
Au-delà de la stabilité économique et politique du pays, de la qualité de vie et d'une relative garantie de paix sociale, les avantages compétitifs du pays sont

Évolution de l'activité consolidée des sociétés d'assurance



Source : Commissariat aux Assurances (CAA)

Retombées en termes d'emplois directs



Source : Commissariat aux Assurances (CAA)

multiples. La place financière bénéficie d'un véritable savoir-faire, d'un cadre juridique et réglementaire favorable, d'une fiscalité avantageuse, d'un réservoir de main-d'œuvre qualifiée, d'économies d'échelle, de complémentarités fonctionnelles, d'une bonne réputation et de l'appartenance du Luxembourg à l'UE et à la plupart des grandes organisations internationales. Pour les assurances, la

grande protection des souscripteurs, la présence d'une autorité de contrôle propre au secteur, la flexibilité des produits/supports financiers, la jouissance du passeport européen et le principe de proportionnalité sont de réels atouts. Ces facteurs ont pu faire pencher la balance dans le choix des assurances à s'établir au Grand-Duché ou à s'y relocaliser à la suite du Brexit.



Le risque issu du changement climatique devrait prendre de plus en plus d'importance et pourrait même complexifier l'utilisation de lois statistiques pour la détermination des primes, tant pour le montant total des dégâts causés que pour l'imprévisibilité et la fréquence on ne peut plus accélérée des événements. Sur les 3 dernières années, les tornades et les inondations ont en effet coûté 225 millions EUR selon les estimations de l'Association des Compagnies d'Assurances et de Réassurances (ACA).

Les (futurs) grands défis pour le secteur de l'assurance luxembourgeois

Parmi les défis, le premier est sans nul doute le niveau historiquement bas des taux d'intérêt des dernières années, qui a pesé sur la rentabilité des assurances luxembourgeoises. En témoignent l'exposition et la maturité plus risquées des actifs obligataires en portefeuille dans une optique de recherche de rendement et l'exposition à des fonds plus risqués, et à des actifs décorrélés des actifs tradition-

nels (fonds immobiliers, *hedge funds* ou encore d'autres types de fonds).

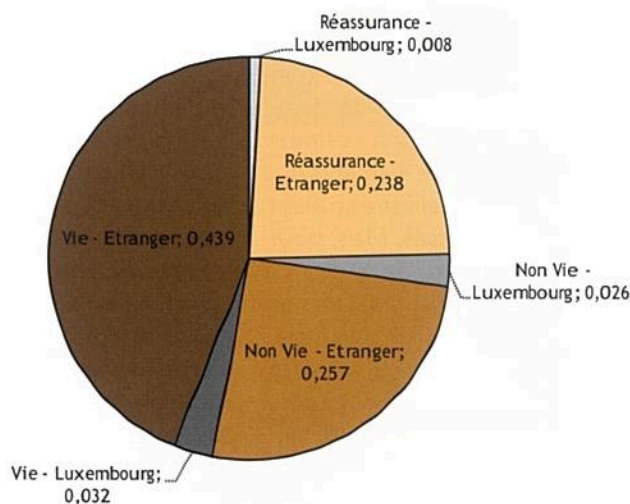
S'ensuit le risque issu du changement climatique qui devrait prendre de plus en plus d'importance et qui pourrait même complexifier l'utilisation de lois statistiques pour la détermination des primes, tant pour le montant total des dégâts causés que pour l'imprévisibilité et la fréquence on ne peut plus accélérée des événements. Sur les 3 dernières années, les tornades et les inondations ont en effet coûté 225 millions EUR selon les estima-

tions de l'Association des Compagnies d'Assurances et de Réassurances (ACA).

En outre, l'émergence de nouveaux risques pandémiques ou encore de cyberattaques soulèvent de nombreuses questions, au premier rang desquelles le principe de mutualisation des risques (avec une large part du portefeuille frappée de manière simultanée, notamment en raison de l'interconnexion), le rôle de l'État comme assureur en dernier recours pour des risques qui sont difficilement assurables et la durée anormalement plus longue des crises.

Enfin, il conviendra de veiller à défendre la Libre Prestation de Services (liberté inscrite dans le traité de Rome) et le principe de proportionnalité qui sont remis en cause au nom d'un certain *level playing field*. Le secteur des assurances est non seulement stratégique pour le Luxembourg, mais il permet aussi d'être un « absorbeur de chocs » efficace et d'assurer le rebond ainsi que la prospérité à travers son financement de l'économie. Les assurances luxembourgeoises ont en effet participé à hauteur de 20 % (500 millions) dans l'emprunt national de 2,5 milliards EUR pour faire face à la COVID-19. ✓

Ventilation des primes encaissées en 2020 par type d'activité et pays du risque



Source : Commissariat aux Assurances (CAA)

L'émergence de nouveaux risques pandémiques ou encore de cyberattaques soulèvent de nombreuses questions, au premier rang desquelles le principe de mutualisation des risques (avec une large part du portefeuille frappée de manière simultanée, notamment en raison de l'interconnexion), le rôle de l'État comme assureur en dernier recours pour des risques qui sont difficilement assurables et la durée anormalement plus longue des crises.

Thomas Valici
Économiste

Fondation IDEA asbl



idea
Fondation